

Gouvernementalité et urgence des transitions

Le livre de Barbara Stiegler , « Il faut s'adapter » [5], retrace la genèse du concept d'adaptation humaine au monde économique (et non l'inverse) dans l'évolution du néo-libéralisme à partir de l'ordo-libéralisme.

Cette généalogie, l'auteure la fait au travers d'une analyse détaillée du débat Lippmann-Dewey : l'homme, responsable de ce qu'il est et devient comme micro-entreprise de lui-même, doit mener des adaptations (se former, déménager, changer de travail..) pour suivre la compétition de ce monde de *concurrence libre et non faussée* qui est en mouvement irréversible vers le progrès (voilà pour Lippmann) .

A cette vision, Dewey oppose la proposition d'un travail sur l'intelligence collective pour faire émerger des expérimentations qui seraient seules susceptibles de faire « progresser » chacun et le groupe (voilà pour Dewey). Mais ce résumé est un peu violent vue sa taille¹.

Cette analyse pourrait donner lieu à un prolongement sur l'adaptation aux changements qui viennent à l'heure où s'organisent de grands débats et autres conventions nationales (dont on souhaite le succès) pour « réfléchir aux adaptations » aux conséquences du réchauffement climatique. On peut en effet voir là un écho de ce débat entre fabrique du consentement à un monde libéral qui s'adapte aux évolutions écologiques (en cherchant parfois à préserver nombre de ses -mauvaises - habitudes) d'une part, et les tentatives d'exploration de nouvelles façons de faire, telles qu'expérimentées dans des laboratoires citoyens que sont les nombreuses initiatives « locales » d'autre part : des recycleries et autres entreprises associatives plus ou moins rattachées à l'ESS, jusqu'aux laboratoires sociétaux que sont les ZAD. Bien que ce soit schématique.

Vient une question : l'hybride politique qui naît de ces deux positions peut-il porter du fruit dans la mesure où les tentatives d'institutionnalisation verticale des expériences de terrain (intelligence collective horizontale) risque de se faire aux dépens de cette horizontalité sous prétexte d'efficacité ?

Un exemple dans l'éducation

Dans l'éducation au développement durable (EDD) telle qu'elle est développée en France à travers les circulaires de 2015² et 2019³, l'on peut voir à l'œuvre ce mouvement d'institutionnalisation des « bonnes pratiques » héritières d'une tradition d'éducation à l'environnement plus ancienne, qu'elles prolongent. La démarche si elle est fructueuse pose question. Ce qui dans les écoles et collèges naissait sporadiquement d'une démarche de ré-appropriation de ces enjeux par des actions locales (projets pédagogiques autour du recyclage, tri des déchets, jardin ou plantations, ruches etc.. et plus largement : intégration de ces enjeux dans le projet d'établissement) , cela même devient un outil de généralisation et de promotion des réussites observées. Donc outil d'émulation profitable mis en lumière par une communication institutionnelle (démarche de labellisation par exemple) qui rend plus visible mais plus formalisée et donc plus facilement conceptualisable et mobilisante l'évolution souhaitée déjà sur le terrain.

Mais ce saisissement du *bottom up* par l'institution, s'il en facilite la propagation, se double d'un biais : la normalisation des critères d'évaluations et des outils de pilotage d'une démarche foisonnante ne risque-t-elle pas de partiellement stériliser cette dernière en même temps que paradoxalement elle la soutient ? Soutenir et encadrer. La démarche est notamment encadrée par un travail sur les dix sept objectifs de développement durable de l'ONU (ODD) dont l'interconnexion donne lieu à d'enrichissant croisements disciplinaires pour la compréhension des enjeux pris dans la complexité du monde. Mais ces mêmes ODD pour 2030 tournent peu à peu au mirage⁴ (comme les précédents objectifs du millénaire) et la démobilitation pourraient bien en résulter. Ce d'autant plus que d'une part cet encadrement se fait sur fond d'absence (disons de retard sensible) d'allocation de réels moyens financiers ou humains, et d'autre part dans un monde dont les choix politiques ne reflètent pas ou bien peu les nécessaires changements. Ces changements qui restent envisagés du point de vue essentiellement individuel et à une échelle symbolique (ce petit carré de tomates dans une cour bétonnée).

Le temps appartient à celui qui le donne. Le politique définit, par la forme et le financement qu'il octroie au projet le niveau, la date d'aboutissement, la portée réelle et la nature du résultat attendu. On soulignera ici pour l'éducation :

- La faiblesse des horaires et programmes disciplinaires nationaux portant sur la connaissance fine des modifications du climat, de la biodiversité et des écosystèmes par les polluants, telle qu'a pu le souligner récemment Pierre Léna⁵, malgré des réajustements récents notamment en terminale (soit finalement assez tard par rapport aux pédagogies d'EDD rencontrées bien plus tôt et surtout au collège.).

1. lire celui-ci : phrenosphere.com/il-faut-sadapter/

2. <https://tinyurl.com/rbvc57p>

3. <https://tinyurl.com/wo8ua4a>

4. <http://www.comite21.org/docs/retour-fphn-2019.pdf>

5. <https://theconversation.com/y-a-t-il-une-education-au-climat-digne-de-ce-nom-en-france-124537>

- L'indigence des financements de rénovation et d'aménagements écologiques des bâtiments (par les collectivités), d'accompagnement dans le tri et le recyclage ou d'aide à des changements de politique d'équipements ou de consommables.
- Les choix peu concertés de matériels pédagogiques *extractivistes* et non recyclables (donc destinés à devenir des déchets pour la plupart), essentiellement informatiques avec la généralisation de livres numériques et d'ordinateurs portables pour les lycéens ou collégiens [1], la multiplication des outils numériques associés voire parfois même personnels (BYOD).

Mais le reste de la politique menée dans le pays est aux antipodes des urgences, donnant l'impression que le danger n'est pas si grand, que le modèle global ne peut changer qu'à la marge et qu'il suffit de travailler sur la résilience plutôt que sur le paradigme dominant puisque les bouleversements engagés étant inéluctables et qu'il n'y a pas d'alternative au modèle de développement et de croissance, il vaut mieux s'y *adapter*. Cette politique se double donc d'un effet pervers d'*acquiescement ignorant* en réponse à une question qui n'est pas posée puisque l'éducation se prétend hors du champ politique.

De fait, en plus de rester maître des horloges, la politique cloisonne. Les propositions politiques de taxer réellement le carbone dans tous les secteurs de façon juste, à la hauteur des objectifs de réduction (-40 % d'émission de GES en 2030) ne s'harmonisent pas et piétinent. Comme celles d'interdire réellement plus rapidement les pesticides et les plastiques (les bouteilles plastiques devraient être mieux recyclées mais toujours pas vraiment consignées¹, contrairement à ce qui existe déjà ailleurs en Europe).

Se décrédibilisant, l'Europe est toujours incapable d'imposer des politiques cohérentes qui répondraient réellement à l'urgence telle que le GIEC ou l'IPBES la décrivent, sans être freinée par les lobbies. Ce sont là autant d'actions qui ne sont pas réellement envisagées à la hauteur souhaitée pour des raisons de soumission à un *pragmatisme* économique qui persiste à laisser parler la concurrence entre Etats avant toute chose dans la gestion des communs. Tout cela sur fond de soupçons de corruption, dans le monde merveilleux des *revolving doors* (voir par exemple [4]) où experts et décideurs politiques deviennent si facilement employés des lobbies qu'ils surveillent et vice-versa, dans un nuage de conflits d'intérêts.

Le silence poli des politiques et le rejet qu'inspirent à certains les grèves lycéennes pour le climat signifie bien que l'enjeu, s'il est pourtant bien mesuré (on n'ose pas imaginer le contraire), ne sera traité que dans la mesure où il ne remet pas trop en question les intérêts à courts termes des « dominants ».

Sous prétexte de complexité bien comprise ou de diplomatie, le courage politique défaille devant les lobbies : chacun ne veut pas en faire plus que son voisin à cause de la compétition généralisée, alors même que l'Europe devrait plus que jamais nous protéger de tous les dumpings fiscaux, sociaux et environnementaux.

« *Dire non ne suffit plus* » écrivait Naomi Klein [3]. Si l'école ne peut être le lieu de cette révolte qui semble se développer (Extinction Rebellion, ANV..), alors que les mouvements se radicalisent et risquent d'entraîner des affrontements qui feront le jeu du pire, elle se doit donc d'accompagner réellement -comme elle semble vouloir le faire- cette vraie prise en compte de l'urgence mais à deux conditions imbriquées :

1. Que les politiques économiques et écologiques extérieures à l'école (Européennes, étatiques et locales) soient réellement efficaces et non plus seulement le fruit de luttes permanentes dans la boue des égoïsmes myopes.
2. Pour que les petites actions locales dans les établissements soient réellement accompagnées de grandes mesures : refonte des programmes au regard des urgences, isolation rapide des bâtiments (sans attendre des indicateurs de bon usage), bascule vers les énergies renouvelables, révision de tous les fournisseurs des établissements (alimentation biologique et locale, éviction des plastiques et baisse des emballages, etc.), plans de déplacement des élèves et des personnels, adaptation rapide de l'urbanisme aux mobilités douces. Le tout s'inscrivant dans une politique qui tend *idéalement* vers une économie symbiotique [2]² (en cours de définition mais avec des résultats tangibles comme la permaculture) où la résilience dans l'école trouve son reflet et son pendant hors de l'école, dans les politiques publiques et le projet européen, pour lui donner cohérence.

Pour que l'école ne reste pas une petite bulle où le jeune rêve pendant quelques années devant des petites fleurs plantées dans un coin, avant de sortir affronter le monde « réel » où il va falloir... s'adapter.

Voilà pour le vœu pieu.

1. <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/loi-anti-gaspillage>

2. voir aussi le site (en sommeil) : <https://fr.symbiotique.org/fr/>

Gouvernementalité et transition

Aussi, Sur un plan paradigmatique voire même plus largement sur celui de l'*épistémè* politique³ dans laquelle nous baignons et telle que l'a décrite Barbara Stiegler, doit-on aussi regarder ce que signifie cette formalisation de la démarche d'implication des populations dans la transition comme *dispositif de gouvernement* ?

“ il faudrait montrer enfin que les mêmes conflits se rejouent dans le champ de l'environnement et de l'écologie politique, entre d'un côté un gouvernement des experts qui définit d'en haut des processus automatisés d'optimisation et de l'autre, une refondation de la démocratie par la participation active des publics.” ([5] p 283).

En effet, la transition se fait à un rythme trop lent pour répondre à temps aux crises en cours, comme pour chercher en même temps “comment faire” : une lenteur qui se légitime par les contraintes de l'économie de croissance (assise à 80% sur les énergies fossiles) mais en complet décalage face à l'urgence.

Les consultations telle que la *Convention citoyenne pour le climat*¹ sont peut-être des pièges. Mais on peut espérer qu'elles porteront des propositions rapidement mises en œuvre : éviter les chimères (voiture électrique, 5G..), supprimer la publicité, soutenir l'agriculture biologique et les productions locales, remettre le fret sur les rails plutôt que sur la route, pénaliser les entreprises polluantes, bloquer les lobbys, taxer l'empreinte carbone (incluant les GES importés et pas seulement produits) etc.. Au delà, il faut peut-être interroger ce mouvement qui consiste à “impliquer les acteurs” en leur demandant d'entrer en élaboration de nouveaux modes de fonctionnement qui seraient plus compatibles avec les enjeux tout en les astreignant à le faire selon calendrier, modes opératoires et formats bien définis, voire même résultats attendus préalablement à savoir la non remise en cause du terrain sur lequel on s'impose de rester.

Ce qu'on peut percevoir d'une certaine façon dans l'exemple de l'EDD ci-dessus, peut-être est-on en train de le voir aussi dans la mise en place des politiques de transition ou d'adaptation aux changements : ces politiques qu'on fait mine de négocier avec les populations que sont les consultation nationales, débat sur la loi de programmation pluriannuelle de l'énergie ou assises de l'alimentation sont autant d'objets qui laissent le politique et ceux qui le pilotent maîtres du temps et du sol.

Ces dispositifs de *gouvernementalité* contiennent une mise à disposition de l'individu dans un espace qu'il doit imaginer comme étant “de liberté”. Mais s'il y est la fois incité à s'exprimer et à créer, peut-être est-il même sommé de le faire selon la grille de parcours pré-définie en même temps qu'il est -ou a l'impression d'être- son propre agent d'action. Mais sans toujours voir que c'est à l'intérieur du *dispositif* et donc de son *épistémè*. Et donc, pour entrer finalement dans des critères qui surgissent opportunément au moment où leur besoin se fait sentir.

Ce n'est même pas de la paranoïa car si le calcul n'est pas étranger à la politique, il disparaît ici dans le terrain qu'il foule dès lors qu'il ne peut pas s'en extraire car il l'ignore ou choisit de l'ignorer. Cette incapacité est toute contenue dans le “il faut” de “*il faut s'adapter*”.

Références

- [1] Philippe BIHOIX et Karine MAUVILLY. *Le désastre de l'école numérique*. Seuil, 2016.
- [2] Isabelle DELANNOY. *L'économie symbiotique*. Actes Sud, 2017.
- [3] Naomi KLEIN. *Dire non ne suffit plus*. Actes Sud, 2017.
- [4] Fabrice NICOLINO et François VEILLERETTE. *Pesticides, révélations sur un scandale français*. Pluriel, 2008.
- [5] Barbara STIEGLER. *Il faut s'adapter*. nrf-essais, 2019.

3. en osant un “foucauldisme”, mais prudemment quand même : l'*épistémè* est vue ici comme la totalité du terrain (sciences, connaissance, langage, discours, représentations et modèles, mœurs et culture au sens large) sur lequel on évolue au point de ne même plus le voir, incapable d'en imaginer d'autre - c'est ainsi que je la comprends ici.

1. <https://www.conventioncitoyennepourleclimat.fr>